Num. 17

GAZZETTA UFFICIALE
DEL REGNO D'ITALIA

1862

Torino dalla Tipografia G. Favale e C., via Bertola, n. 21. — Provincie con mandati postali affrancati (Milano e Lombardia anche presso Brigola). Fuori Stato alle Direzioni Postali.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato. — Le associazioni hanno principio col 1° e col 16 di ogni mese.
Inserzioni 25 cent. per linea o spazio di linea.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		*Anno*	*Semestre*	*Trimestre*
Per Torino	L.	40	21	11
» Provincie del Regno	»	[illegible]	[illegible]	13
» Roma (*franco ai confini*)	»	[illegible]	[illegible]	14

TORINO, Lunedì 20 Gennaio

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		*Anno*	*Semestre*	*Trimestre*
Stati Austriaci e Francia	L.	80	46	26
— detti Stati per il solo giornale senza i Rendiconti del Parlamento	»	58	30	16
Inghilterra, Svizzera, Belgio, Stato Romano	»	120	70	36

OSSERV[illegible]ETEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA REALE ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

Data	Barometro a millimetri			Term. cent. unito al Barom.			Term. cent. esposto al Nord			Minim. della notte	Anemoscopio			Stato dell'atmosfera		
	m. o. 9	mezzodì	sera o. 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3		matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3	matt. ore 9	mezzodì	sera ore 3
18 Gennaio	730.24	729,48	729.50	[illegible]	+ 2.8	+ 4.0	— 1.2	+ 0.2	— 1.0	— 3 1	O.S.O.	S.O.	S O	Coperto chiare	Nug. sottili	Ser. con vap.
19 »	729,52	729,00	729,58	— 1,6	+ 1,7	+ 2,6	— 5,0	— 0,4	— 2,4	— 7,8	S S.O.	O.S O.	N.N.E.	Ser. con vap.	id.	Nug. sottil

PARTE UFFICIALE

TORINO, 19 GENNAIO 1862

Il N. 405 della Raccolta Ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene il seguente Decreto:

VITTORIO EMANUELE II
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto l'articolo V dello Statuto fondamentale del Regno;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, incaricato di reggere il Ministero degli Affari Esteri,

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. Piena ed intiera esecuzione sarà data al Trattato di Commercio e di Navigazione conchiuso a Costantinopoli addì dieci del mese di luglio, l'anno mille ottocento sessant'uno, tra l'Italia e la Turchia, le cui ratificazioni furono ivi scambiate il 9 settembre stesso anno.

Art. 2. In conformità al disposto nel Protocollo firmato in Costantinopoli il 19 dicembre 1861, l'esecuzione del suddetto Trattato avrà luogo dal 13 marzo 1862.

Ordiniamo che il presente Decreto, munito del Sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dat. Torino, addì 29 dicembre 1861.

VITTORIO EMANUELE.

RICASOLI.

TRATTATO DI COMMERCIO E DI NAVIGAZIONE TRA IL REGNO D'ITALIA E L'IMPERO OTTOMANO

VITTORIO EMANUELE II
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Essendo stato conchiuso e sottoscritto a Costantinopoli il 10 del mese di luglio 1861 un Trattato di Commercio e di Navigazione tra il Nostro Governo e la Sublime Porta,

Trattato del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie d'une part, et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans de l'autre part, étant également animés du désir d'étendre les relations commerciales entre leurs États respectifs, sont convenus à cet effet de conclure un Traité de commerce et de navigation, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, le chevalier Jacques Durando, chevalier Grand-Croix décoré du Grand Cordon de son Ordre des Saints Maurice et Lazare, Grand officier de son Ordre Militaire de Savoie, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de 1.re classe et de plusieurs Ordres étrangers, Lieutenant Général et son aide de camp, Sénateur du Royaume et son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la Sublime Porte, etc. etc.;

Et Sa Majesté Impériale le Sultan, Mouhammed-Emin Aali Pacha, Président du Haut-Conseil du Tanzimat et son Ministre des Affaires étrangères par interim, décoré de Grand-Croix de l'Ordre Royal des Saints Maurice et Lazare et de l'Ordre Impérial du Medjidié de la 1.re classe etc. etc. etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. I. Tous les droits, priviléges et immunités qui ont été conférés aux sujets et bâtiments italiens par les Capitulations et les Traités antérieurs stipulés entre la Turquie et les États qui forment actuellement le Royaume d'Italie, sont confirmés à l'exception des clauses desdits Traités et desdites Capitulations que le présent Traité a pour objet de modifier; et il est en outre expressément entendu que tous les droits, priviléges et immunités que la Sublime Porte accorde à présent ou pourrait accorder, ou dont elle permettrait la jouissance à l'avenir aux sujets, aux bâtiments, au commerce et à la navigation de toute autre Puissance étrangère, seront également accordés aux sujets, aux bâtiments, au commerce et à la navigation italiens qui en auront de droit l'exercice et la jouissance.

Art. II. Les sujets de Sa Majesté le Roi d'Italie ou leurs ayant cause pourront acheter dans toutes les parties de l'Empire Ottoman, soit qu'ils veuillent en faire le commerce à l'intérieur, soit qu'ils se proposent de les exporter, tous les articles sans exception provenant du sol et de l'industrie de ce pays; la Sublime Porte ayant en vertu de l'art. II du Traité du 2 septembre 1839 formellement aboli tous les monopoles qui frappaient les produits de l'agriculture et toutes les autres productions quelconques de son territoire, et ayant aussi renoncé aux permis (Teskérés) demandés aux Autorités locales pour l'achat de ces mêmes marchandises ou pour leur transport d'un lieu à un autre, quand elles étaient achetées, toute tentative qui serait faite par une Autorité quelconque pour forcer les sujets italiens à se pourvoir de semblables permis (Teskérés) sera considérée comme une infraction aux traités, et la Sublime Porte punira immédiatement avec sévérité tout Visir ou autre fonctionnaire auquel on aurait à reprocher une pareille infraction, et elle indemnisera les sujets italiens des pertes ou préjudices qu'ils pourraient dûment prouver avoir subies pour cette cause.

Art. III. Les marchands italiens ou leurs ayant cause qui achèteront un objet quelconque produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, dans le but de le revendre pour la consommation dans l'intérieur de l'Empire Ottoman, payeront, lors de l'achat ou de la vente ou de toute autre opération de commerce qui se rapporte à ces objets, les mêmes droits qui seront payés dans les circonstances analogues par les sujets ottomans ou étrangers les plus favorisés parmi ceux qui se livrent au commerce intérieur.

Art. IV. Aucun article ne pourra être assujetti dans les Etats de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, lors de l'exportation vers les Etats de l'autre, à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être payables lors de l'exportation du même article vers tout autre pays étranger.

De même aucune prohibition ne frappera l'exportation d'un article quelconque des Etats de l'une ou de l'autre des parties contractantes vers les Etats de l'autre, qui ne s'étende à l'exportation du même article vers tout autre pays étranger.

Aucune charge ou droit quelconque ne sera exigé sur un article produit du sol ou de l'industrie de la Turquie acheté par des sujets italiens ou leurs ayant cause, soit à l'endroit où cet article aura été acheté, soit lors de son transport de cet endroit au lieu d'où il doit être exporté. Arrivé là il sera assujetti à un droit d'exportation qui n'excèdera pas huit (8) pour cent calculé sur la valeur à l'échelle et payable au moment de l'exportation. Tout article qui aura déjà payé le droit d'exportation n'y sera plus soumis dans une partie quelconque du territoire Ottoman quand même il aurait changé de mains.

Il est en outre convenu que le droit précité de huit (8) pour cent sera abaissé chaque année d'un (1) pour cent, jusqu'à ce qu'il ait été réduit définitivement à une taxe fixe d'un (1) pour cent *ad valorem* destiné à couvrir les frais généraux d'administration et de surveillance.

Art. V. Tout article produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, quelque soit le lieu de provenance, importé par mer ou par terre dans les Etats de Sa Majesté le Roi d'Italie, et tout article produit du sol ou de l'industrie de l'Italie quelque soit le lieu de provenance, importé par terre ou par mer dans les Etats de Sa Majesté Impériale le Sultan, ne sera soumis dans les Etats de Sa Majesté le Roi d'Italie, ou dans les Etats de Sa Majesté Impériale le Sultan, à des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être payables lors de l'importation du même article produit du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

De même aucune prohibition ne frappera l'importation d'aucun article produit du sol ou de l'industrie des Etats de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, qui ne s'étende à l'importation du même article produit du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

Sa Majesté Impériale s'engage en outre, sauf les exceptions ci-après, à ne prohiber l'importation dans ses Etats d'aucun article produit du sol ou de l'industrie de l'Italie, quelque soit le lieu de provenance, et à ce que les droits à percevoir sur les articles produits du sol ou de l'industrie de l'Italie importés dans les Etats de Sa Majesté Impériale le Sultan n'excèdent en aucun cas un droit unique et fixe de huit (8) pour cent *ad valorem* ou un droit spécifique équivalent fixé de commun accord.

Ce droit sera calculé sur la valeur des marchandises à l'échelle et payable au moment de leur débarquement si elles arrivent par mer, et au premier bureau de douane si elles arrivent par voie de terre.

Si ces marchandises, après avoir acquitté le droit susdit de huit (8) pour cent, sont vendues, soit au lieu d'arrivée, soit à l'intérieur du pays, il ne sera plus exigé aucun droit ni du vendeur ni de l'acheteur. Mais si, n'étant pas vendues pour la consommation de la Turquie, elles étaient réexportées dans l'espace de six mois, elles seraient considérées comme marchandises de transit et traitées comme il est dit ci-dessous à l'art. XII. L'Administration des Douanes serait dans ce cas tenue de restituer, au moment de la réexportation, au négociant qui fournirait la preuve que le droit d'importation de 8 0/0 a été acquitté, la différence entre ce droit et le droit de transit spécifié dans l'article précité.

Art. VI. Il est entendu que les articles d'importation étrangère destinés aux Principautés Unies de Moldo-Valachie et à celle de Servie, et traversant les autres parties de l'Empire Ottoman, n'acquitteront les droits de Douane qu'à leur arrivée dans ces Principautés, et réciproquement que les marchandises d'importation étrangère traversant ces Principautés pour se rendre dans les autres parties de l'Empire Ottoman ne devront acquitter les susdits droits qu'au premier bureau de douane administré directement par la Porte.

Il en sera de même pour les produits du sol ou de l'industrie de ces Principautés aussi bien que pour ceux du reste de l'Empire Ottoman, destinés à l'exportation, qui devront payer les droits de douane, les premiers entre les mains de l'Administration douanière de ces Principautés, et les derniers au Fisc ottoman. De telle sorte que les droits d'importation et d'exportation ne pourront, dans tous les cas, être perçus qu'une seule fois.

Art. VII. Les sujets de chacune des Parties contractantes seront traités dans les États de l'autre sur le même pied que les sujets indigènes relativement au droit d'emmagasinage et aussi en ce qui concerne les primes, facilités et remboursements de droits.

Art. VIII. Tout article qui peut ou qui pourra être légalement importé dans les États de Sa Majesté le Roi d'Italie par des bâtiments italiens, pourra l'être également par des bâtiments ottomans, sans être soumis à des droits ou charges, autres ou plus élevés, de quelque espèce que ce soit, que si cet article était importé par des bâtiments italiens, et réciproquement tout article qui peut ou pourra être légalement importé dans les États de Sa Majesté Impériale le Sultan par des bâtiments ottomans, pourra être également importé par des bâtiments italiens, sans être soumis à des droits ou charges autres ou plus élevés de quelque espèce que ce soit, que si cet article était importé par des bâtiments ottomans. Cette égalité de traitement sera appliquée soit que cet article vienne directement du pays de production ou de tout autre pays.

De même il y aura parfaite réciprocité en ce qui concerne l'exportation; de telle sorte que les mêmes droits d'exportation seront payés et les mêmes primes, facilités et remboursements de droits accordés dans les États de l'une et de l'autre des Parties contractantes, lors de l'exportation de tout article, qui peut ou pourra être légalement exporté de ces États, soit que l'exportation ait lieu sur un bâtiment italien ou ottoman, ou que le lieu de destination de la marchandise soit un port de l'une ou de l'autre des Parties contractantes ou d'une Puissance tierce quelconque.

Art. IX. Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou tout autre droit semblable ou analogue, quelqu'en soit la nature et la dénomination, perçu à ces titres ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements d'aucun genre, ne sera établi dans le port de l'un des deux pays sur les bâtiments de l'autre, qui ne frappe également et sous les mêmes conditions dans des cas analogues les bâtiments nationaux. Cette égalité de traitement s'appliquera réciproquement aux bâtiments des deux pays de quelque port ou endroit qu'ils viennent et quelque soit le lieu de leur destination.

Art. X. Tout bâtiment considéré comme italien par la loi italienne, et tout bâtiment considéré comme ottoman par la loi ottomane, sera, pour ce qui concerne ce Traité, considéré respectivement comme bâtiment italien ou bâtiment ottoman.

Art. XI. Aucun droit quelconque ne sera prélevé sur les marchandises produits du sol ou de l'industrie de l'Italie, soit qu'elles arrivent sur des bâtiments italiens ou autres, ni sur les marchandises produits du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger chargées sur des bâtiments italiens, quand ces marchandises passeront les détroits des Dardanelles ou du Bosphore, soit qu'elles traversent ces détroits sur les bâtiments qui les ont apportées, ou qu'elles soient transbordées sur d'autres bâtiments ou que vendues pour l'exportation elles soient déposées à terre pour un temps limité pour être mises à bord d'autres bâtiments et continuer leur voyage.

Dans ce dernier cas les marchandises devront être déposées à Constantinople dans les magasins de la Douane dits de transit et placées, partout où il n'y aurait pas d'entrepôt, sous la surveillance de l'Administration de la douane.

Art. XII. La Sublime Porte désirant accorder au moyen de concessions graduelles toutes les facilités en son pouvoir au transit par terre, il a été stipulé et convenu que le droit de trois (3) pour cent prélevé jusqu'à ce jour sur les marchandises importées en Turquie pour être expédiées dans d'autres pays, sera abaissé à deux (2) pour cent payables (comme le droit de trois pour cent a été payé jusqu'aujourd'hui) à leur entrée dans l'Empire Ottoman, et au bout de la huitième année à compter du jour où le présent traité sera mis en vigueur il sera réduit à une taxe fixe et définitive d'un (1) pour cent, qui sera prélevée, de même que le droit sur l'exportation des produits ottomans, dans le but de couvrir les frais d'enregistrement.

La Sublime Porte déclare en même temps se réserver le droit d'établir par une disposition spéciale les mesures à adopter pour prévenir la fraude.

Art. XIII. Les sujets de Sa Majesté le Roi d'Italie ou leurs ayant cause se livrant dans l'Empire Ottoman au commerce des articles produits du sol ou de l'industrie de pays étrangers, acquitteront les mêmes taxes et jouiront des mêmes droits, privilèges et immunités que les sujets étrangers, trafiquant des marchandises provenant des produits du sol ou de l'industrie de leur propre pays.

Art. XIV. Par exception aux stipulations de l'art. 5, le tabac sous toutes ses formes et le sel cessent d'être compris au nombre des articles que les sujets de Sa Majesté Italienne ont la faculté d'importer dans l'Empire Ottoman. En conséquence les sujets de l'Italie ou leurs ayant cause, qui achèteront ou vendront du tabac ou du sel pour la consommation de la Turquie, seront soumis aux mêmes règlements et paieront les mêmes droits que les sujets ottomans les plus favorisés parmi ceux qui se livreront au commerce de ces deux articles, et en outre, comme compensation de la prohibition de l'importation des deux articles susmentionnés, aucun droit ne sera perçu à l'avenir sur ces deux articles, quand ils sont exportés de la Turquie par des sujets de Sa Majesté Italienne.

Les sujets italiens seront néanmoins tenus à déclarer aux autorités de la douane la quantité de tabac et de sel exportée, et lesdites autorités conserveront, comme par le passé, le droit de surveiller l'exportation de ces articles, sans pouvoir pour cela être autorisées à les frapper d'aucune taxe sous un prétexte quelconque.

Art. XV. Il est entendu entre les deux Hautes Parties contractantes que la Sublime Porte se réserve la faculté et le droit de frapper d'une prohibition générale l'importation de la poudre, des canons, armes de guerre, ou munitions militaires, dans les Etats de l'Empire Ottoman.

Cette prohibition ne pourra être en vigueur qu'autant qu'elle sera officiellement notifiée et ne pourra s'étendre que sur les articles spécifiés dans le Décret qui les interdit. Celui ou ceux de ces articles qui ne seront pas ainsi prohibés, seront assujettis lors de leur débarquement dans un port ottoman aux règlements locaux, sauf les cas où la Légation de Sa Majesté Italienne demanderait une permission exceptionnelle, laquelle sera accordée, à moins que des raisons sérieuses ne s'y opposent. La poudre en particulier, si son introduction est permise, sera assujettie aux obligations suivantes:

1. Elle ne sera point vendue par les sujets de Sa Majesté Italienne au delà de la quantité prescrite par les règlements locaux;

2. Quand une cargaison ou une quantité considérable de poudre arrivera dans un port ottoman à bord d'un bâtiment italien, ce bâtiment sera tenu de mouiller sur un point particulier désigné par les autorités locales, et de débarquer sa poudre sous l'inspection de ces mêmes autorités dans des entrepôts ou autres endroits également désignés par elles, et auxquels les Parties intéressées auront accès en se conformant aux règlements voulus.

Ne sont pas compris dans les restrictions du présent article les fusils de chasse, les pistolets, les armes de luxe, ainsi qu'une petite quantité de poudre de chasse réservée à l'usage privé.

Art. XVI. Les firmans exigés des bâtiments marchands italiens à leur passage par les Dardanelles et le Bosphore leur seront toujours délivrés de manière à leur occasionner le moins de retard possible.

Art. XVII. Les Capitaines des bâtiments de commerce italiens ayant à leur bord des marchandises à destination de l'Empire Ottoman, seront tenus immédiatement après leur arrivée au port de destination de déposer à la Douane une copie exacte de leur manifeste.

Art. XVIII. Les marchandises introduites en contrebande seront passibles de confiscation au profit du Trésor ottoman, mais un rapport ou procès-verbal du fait de contrebande allégué, devra, aussitôt que les marchandises seront saisies par les autorités, être dressé et communiqué à l'autorité consulaire du sujet étranger, auquel appartiendront les marchandises suspectes, et aucune marchandise ne pourra être confisquée comme contrebande, tant que la fraude n'aura pas été dûment et légalement prouvée.

Art. XIX. Les marchandises, produits du sol ou de l'industrie de l'Empire Ottoman, importées dans les Etats de Sa Majesté le Roi d'Italie, seront traitées comme les produits similaires des pays le plus favorisés.

Tous les droits, priviléges et immunités accordés maintenant ou qui pourront être accordés plus tard aux sujets, bâtiments, commerce ou navigation de toute Puissance étrangère dans les Etats de Sa Majesté Italienne, ou dont la jouissance pourra y être tolérée, seront également accordés aux sujets, bâtiments, commerce et navigation de la Porte Ottomane, qui en auront de plein droit l'exercice et la jouissance.

Art. XX. Le présent Traité, une fois ratifié, sera substitué à la Convention conclue entre les deux Hautes Parties contractantes le 2 septembre 1839, et sera en vigueur pour 28 ans à partir du 1.er octobre 1861.

Toutefois chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de proposer au bout de la 14.me ou 21.me année les modifications que l'expérience aurait suggérées, ou de le dénoncer; et dans ce cas le Traité cessera de lier les Parties contractantes au bout d'un an à partir de la date de la dénonciation.

Le présent Traité sera exécutoire dans toutes et dans

chacune des provinces de l'Empire Ottoman, c'est-à-dire dans tous les États de Sa Majesté Impériale le Sultan situés en Europe ou en Asie, en Égypte et dans les autres parties de l'Afrique appartenant à la Sublime Porte, en Servie et dans les Principautés Unies de Moldavie et de Valachie.

Art. XXI Il est toujours entendu que Sa Majesté Italienne ne prétend point par aucun article du présent Traité stipuler au delà du sens clair et équitable des termes employés, ni entraver en aucune manière le Gouvernement Ottoman dans l'exercice de ses droits d'administration intérieure, autant toutefois que ces droits ne porteront pas une atteinte manifeste aux privilèges accordés par les anciens Traités ou par celui-ci aux sujets italiens ou à leurs marchandises.

Art. XXII. Les Hautes Parties contractantes ayant récemment nommé des Commissaires qui ont établi conjointement le prix des marchandises de toute espèce provenant du sol ou de l'industrie de l'Italie importées dans les États de Sa Majesté Impériale le Sultan ainsi que des articles de toute sorte produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, que les commerçants italiens ou leurs ayant cause sont libres d'acheter dans toutes les parties de l'Empire Ottoman pour les transporter soit en Italie, soit ailleurs, le tarif des droits de douane à percevoir conformément au présent Traité sera fixé d'après ces prix établis de commun accord.

Le nouveau Tarif à établir de la sorte restera en vigueur pendant sept ans à dater du 1.er octobre 1861.

Chacune des Parties contractantes aura le droit, un an avant l'expiration de ce terme, de demander la révision du Tarif; mais si pendant la septième année ni l'une ni l'autre n'use de ce droit, le Tarif continuera d'avoir force pour sept autres années à dater du jour de l'expiration des sept années précédentes, et il en sera de même à chaque période successive de sept années.

Art. XXIII. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans l'espace de deux mois, ou plutôt si faire se peut, et il sera mis à exécution à partir du premier octobre mil huit cent soixante et un.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Constantinople le dixième jour du [illegible] de Juillet de l'année mil huit cent soixante et un.

AALI (L. S.) JACQUES DURANDO (L. S.)

Noi avendo veduto ed esaminato il qui sopra descritto Trattato di commercio e di navigazione, ed approvandolo in ogni sua parte, lo abbiamo accettato, confermato, ratificato, come per le presenti l'accettia[mo], confermiamo e ratifichiamo, promettendo d'osservarlo e di farlo inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato le presenti lettere di ratificazione controsegnate dal Nostro Presidente del Consiglio Ministro degli Affari esteri, e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale Sigillo.

Dato dal Nostro Reale Palazzo in Torino il giorno venticinque del mese di agosto dell'anno del Signore mille ottocento sessant'uno e del Regno Nostro il decimoterzo.

VITTORIO EMANUELE.

ASOLI.

Il N. 419 della Raccolta Ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia contiene il seguen[te] Decreto:

VITTORIO EMANUELE II

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposizione del Ministro Segretario di Stato per gli affari di Agricoltura, Industria e Commercio, di concerto con quello delle Finanze,

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico

Le monete Franecsi e Belgiche decimali in oro ed in argento avranno nelle Provincie Napolitane e Siciliane lo stesso corso delle monete decimali in oro ed in argento coniate nel Regno.

Ordiniamo che il presente Decreto, munito del Sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 10 gennaio 1862.

VITTORIO EMANUELE.

F. CORDOVA.

PIETRO BASTOGI.

In udienza delli 8 u. s. dicembre sulla proposta del Ministro per l'Istruzione pubblica

S. M. nominò:

Pozzo sac. Nicolao, prof. titolare della 2.a classe nel Ginnasio di S. Remo, prof. titolare della 3 a classe nel Ginnasio di Lodi;

Calandri dott. Tommaso, prof. di Storia e Geografia nel Liceo di Mondovì, prof. di Letteratura italiana nel Liceo stesso;

Corbella sac. Pompeo, direttore spirituale nel Convitto Nazionale Longone in Milano;

Ferrari prof. Ubaldo, censore della disciplina nel Convitto suddetto.

Conferì il grado e lo stipendio di titolare a

Resio dott. Carlo, professore di Matematica nel Liceo di Genova; e

Rossi Gerolamo, professore di Matematica nel Liceo di Sassari.

Collocò a riposo ed ammise a far valere i suoi titoli alla pensione

Calabria sac. Baldassare, dirett. spirituale della Scuola tecnica di Brescia.

Collocò in aspettativa dietro sua domanda e senza stipendio

Cecconi Giosuè, segretario dell'ispettore delle Scuole primarie della provincia di Macerata.

In udienza delli 12 p. p. dicembre sulla proposta del Ministro per l'Istruzione pubblica

S. M. nominò:

Tibone Domenico, al posto d'aiuto alla cattedra di Clinica Ostetrica nell'università di Pisa per un biennio.

Dispensò dal suo ufficio

Visci sac. Lelio, prof. nelle Scuole elementari di Disegno geometrico nello Istituto di Belle Arti in Napoli.

Avvertenza.

Nel N. 308 di questa Gazzetta, annunziandosi la promozione a primo assistente presso il gabinetto di fisiologia dell'Università di Torino del dottore Peyrani, per errore si diede a questo il nome di *Carlo* in vece di *Cajo*.

Sulla proposizione del Ministro delle [illegible] con Decreti 2 volgente S. M. ha nominato [illegible] uffiziali dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro:

Alfurno Giacinto, capo di Divisione nel Ministero delle Finanze;

[illegible] di Baylon Luigi, id. id.;

Castelli avv. Luigi, primo sost. [illegible] dell'avv. patrimoniale regio;

Cuttica avv. Cesare Vincenzo, capo di Divisione nel Ministero delle Finanze;

Demargherita avv. cav. Lorenzo, id. id.;

Gioberti avv. Eugenio, id. id.;

Nervo Luigi, id. id.;

Savina Alessandro, id. id.;

Scotti Pietro, id. id.

In udienza del 5, 8 e 10 gennaio, sulla proposta del Guardasigilli, S. M. ha fatto le seguenti disposizioni nel personale dell'Ordine giudiziario:

5 gennaio

Lanza avv. Francesco, nominato vice-giudice del 1.o mandam. di Casale;

Porcu Efisio, sost. segr. del mand. d'Ales, applicato temporariamente presso la segreteria del tribunale del circondario d'Oristano per compiervi le funzioni di sost. segretario.

8 gennaio

Salvati Francesco, destinato alle funzioni di giudice nella G. C. criminale di Campobasso, richiamato alla precedente carica di giudice nel tribunale di Benevento;

Politi-Oristanio Michele, giudice nel tribunale civile di Benevento, destinato alle funzioni di giudice nella G. C. criminale di Campobasso.

10 gennaio

Saba-Porcu Giovanni, sost. segr. nel trib. del circ. di Oristano, incaricato di esercitare le funzioni di segretario nell'ufficio del proc. del Re presso il tribunale medesimo, nominato sost. segr. nel tribunale del circ. di Lanusei;

Melis-Murru Angelo, sost. segr. nel trib[un]ale del circondario di Lanusei, id nel trib. d'Or[istan]o ed incaricato di esercitare le funzioni di [segretario] nell'ufficio del proc. del Re presso il trib. medesi[mo];

Borgatta avv. Daniele, giudice del mandam. di Santa Maria Maggiore, nominato giudice del mandam. di Chivasso;

Grillo avv. Domenico, id. di Momo, id. di Santa Maria Maggiore;

Gariod avv. Luigi, id. di Cigliano, id. di Momo;

Mantellini avv. Giuseppe, id. di Graglia, id. di Ci[gliano];

Barna avv. Giovanni, id. di Ceres, id. di Graglia;

Gazzera avv. Gastanzo, id. di Pallanza, id. di Cher[a]sco;

Dalmazzone avv. Stefano, id. di Cherasco, id. [di] Pallanza;

Pianfetti avv. Giuseppe, id. di Locana, id. di Ceres;

Ramellini avv. Alberto, uditore e vice-giudice della Sezione Monviso (Torino), nominato giudice del mand. di Locana;

Monticelli avv. Candido, uditore e vice-giudice della Sezione Borgo Po (Torino), nominato giudice del mandam. di Pamparato;

Trotta Nicola Enrico, supplente del mand. di S. Giovanni in Galdo;

Roberti Gerolamo, id. di Montefalcone.

In udienza delli 5, 10 e 13 gennaio S. M. sulla proposta del Guardasigilli ha fatto le seguenti disposizioni nel personale dell'Ordine giudiziario:

5 gennaio.

Miotti dott. Giuseppe, vice giudice del mand. [di] Correggio, nominato vice giudice del mand. di Reggio Città.

10 gennaio.

Ferrari dott. Francesco, giudice del mand. di Todi, nominato giudice del mandam. di Magione;

Schiavi dott. Alessandro, giudice del mand. di Magione, nominato giudice del mand. di Arquata (Ascoli);

Manardi Antonio, giudice del mand. di Arquata, nominato giudice del mand. di Todi;

Monteverde Giuseppe, segr. del mand. di Nocera (Perugia) dispensato da ulteriore servizio;

Picchiotti Alessio, sost. segr. del mand. di Nocera (Perugia), dispensato da ulteriore servizio.

3 gennaio.

Corradini Pietro, applicato alla segreteria del mand. di Modena (Città), nominato sost. segr. dello stesso mandamento.

Il Guardasigilli Ministro di grazia e giustizia e dei culti, con Decreti dei giorni 10 e 12 andante gennaio, ha fatto le seguenti disposizioni nel personale giudiziario della Lombardia:

Croce Angelo, consigliere del tribunale provinciale di Como, è traslocato, sopra sua domanda, nel tribunale provinciale di Milano;

Mantovani Francesco, consigliere nel tribunale provinciale di Brescia, id. id.;

Menghini Giuseppe, consigliere nel tribunale prov. di Bergamo, id. id.;

Banzolini Giuseppe, pretore di 1.a classe in Breno, è nominato consigliere del trib. prov. di Como;

Coppa Gio. Battista, pretore di 1.a classe in Merate, è nominato consigliere del trib prov. di Sondrio;

Marchesi de' Taddei Luigi, pretore di 1.a classe in Soresina, è nominato consigliere del tribunale provinciale di Brescia;

Moroni Angelo, pretore di 1.a cl. in Crema, è nominato consigliere del trib. prov. di Bergamo;

Apostolo Andrea, pretore di 2 a cl. in Morbegno, è nominato pretore di 1.a cl. in Varese;

Martinelli Carlo, pretore di 2.a cl. in Canneto, id. in Merate;

Tass[illegible] Luigi, pretore di 2.a classe in Gandino, id. in Crema;

Paganoni Gio. Battista, pretore di 2.a classe in Leno, id. in Breno;

Campi Camillo, pretore di 2.a cl. in Casalmaggiore, id. in Soresina;

Bianchi Giovanni, segretario di Consiglio nel tribunale prov. di Sondrio, è nominato pretore di 2.a classe in Morbegno;

Scopoli Ernesto, aggiunto giudiziario del tribunale di commercio in Milano, id. in Canneto;

Denaglia Antonio Guido, aggiunto pretoriale in Abbiategrasso, id. in Gandino;

Rota-Rossi Luigi, aggiunto pretoriale in Lonato, id. in Leno;

Carizzoni Gaspare, aggiunto giudiziario del trib. prov. di Milano, id. in Casalmaggiore;

Bonfanti Francesco, pretore di 2.a classe in Bormio, è traslocato, sopra sua domanda, alla pretura di 2. cl. in Melegnano;

Mauro Luigi, aggiunto giudiziario del trib. provinciale di Lodi, è nominato pretore di 2 a cl. in Bormio.

Sulla proposta del Ministro segretario di Stato per gli affari della Guerra, S. M., in udienza del 13 gennaio 1862 ha fatto le seguenti disposizioni relative all'arma d'artiglieria:

Marone Alessio, già professore di chimica, nominato professore di chimica presso gli stabilimenti d'Artiglieria.

Nominati ingegneri meccanici d'Artiglieria:

Savinè Fortunato, già ingegnere costruttore d'artiglieria presso l'opificio di Mongiana;

D'Escalon Carlo, già aiutante ingegnere macchinista di artiglieria presso l'opificio di Pietrarsa;

Del Puente Leopoldo, già aiutante ingegnere meccanico d'artiglieria presso l'opificio di Pietrarsa;

Bellino Antonio, già ingegnere costruttore d'artiglieria presso lo stabilimento siderurgico d'Atina.

Nominati sottocapi officina d'Artiglieria di prima classe:

Ruggiero Antonio, già sottocapo artefice veterano nello sciolto esercito delle Due Sicilie — Balzamo Domenico, id. — De Rosa Silvestro, id. — Callà Vincenzo, id. — Coppola Raffaele, id. — Strizza Giovanni, id. — Fava Francesco, id. — Jaccarino Filippo, id. — Cara Erasmo, id. — Fava Salvatore, id. — Riordino Domenico, id. — Bellavigna Luigi, id. — Tomeo Vincenzo, id.

Nominati sottocapi officina d'Artiglieria di seconda classe:

Corsi Salvatore, già sottocapo artefice nello sciolto esercito delle Due Sicilie;

Esposito Felice, già artefice veterano nello sciolto esercito delle Due Sicilie — De Langle Giuseppe, id. — Schwizer Gennaro, id. — De Lucia Vincenzo, id. — Cordoner Giuseppe, id. — Cozzolino Luigi, id. — Cordoner Raffaele, id. — Avallone Saverio, id. — Barillari Raffaele, id. — Salerno Giuseppe, id. — Giancotti Luigi, id. — Giobbe Giacomo, id. — D'Amola Carmine, id. — Gargiulo Filippo, id. — Serivo Bruno, id. — De Michele Michele, id. — Manco Luigi, id. — Ciampa Giuseppe, id. — Saulle Vincenzo, id. — Miale Andrea, id. — Battiremo Gaetano, id. — Battaglia Francesco, id. — Bisogno Pasquale, id. — Olivieri Luigi, id. — Ilardi Aniello, id. — Jaccarino Antonio, id. — Salerno Bruno, id. — Capriola Giovanni, id. — De Leva Nicola, id. — Morricone Pasquale, id. — Buccione Spiridione, id. — Rispoli Gaetano, id. — Sorrentino Giuseppe, id. — Autore Tommaso, id.

PARTE NON UFFICIALE

TORINO 19 GENNAIO 1862

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA.

Esami di Ammessione e di Concorso ai Posti Gratuiti vacanti nella R. Scuola Superiore di Medicina Veterinaria di Torino.

Pel venturo anno scolastico 1862-63 sono vacanti nella R. Scuola di Medicina Veterinaria di Torino 15 posti gratuiti.

A termini degli articoli 79 e 95 del Regolamento approvato col R. Decreto dell'8 dicembre 1860 i posti suddetti si conferiscono a quelli che negli esami di ammissione daranno migliori prove di capacità, ed otterranno almeno quattro quinti dei suffragi.

Basteranno tre quinti de' suffragi per l'ammessione a fare il corso a proprie spese.

Gli esami di ammessione o di concorso abbracciano gli elementi di aritmetica, di geometria e di fisica, il sistema metrico decimale, la lingua italiana secondo il programma annesso al Decreto Ministeriale del 1.o aprile 1856, N. 1538 della raccolta degli atti del Governo, e consistono in una composizione scritta in lingua italiana, ed in un esame orale.

Il tempo fissato per la composizione non può oltrepassare le ore quattro dalla dettatura del tema. L'esame orale durerà non meno di un'ora.

Gli esami di ammessione o di concorso si daranno per quest'anno in ciascun Capo-luogo delle antiche Provincie del Regno, e si apriranno il 20 agosto prossimo.

Agli esami di ammessione per far il corso a proprie spese può presentarsi chiunque abbia i requisiti prescritti dall' art. 75 del suddetto Regolamento e produrrà i documenti infraindicati; pei posti gratuiti possono solamente concorrere i nativi delle antiche Provincie del Regno.

Gli aspiranti devono presentare al R. Provveditore agli studi della Provincia od all'Ispettore delle scuole pel Circondario, in cui risiedono, entro tutto il mese di luglio prossimo la loro domanda corredata:

1. Della fede di nascita, dalla quale risulti aver essi l'età di anni 16 compiuti;

2. Di un attestato di buona condotta rilasciato dal Sindaco del Comune nel quale hanno il loro domicilio, autenticato dal Sotto-Prefetto del Circondario;

3. Di una dichiarazione autenticata comprovante che hanno superato con buon esito l'innesto del vaccino, ovvero che hanno sofferto il vaiuolo naturale.

Gli aspiranti dichiareranno nella loro domanda se vogliono concorrere per un posto gratuito, o soltanto per essere ammessi a far il corso a proprie spese, e dovranno nel giorno 19 agosto presentarsi al R. Provveditore degli studi della propria Provincia per conoscere l'ora ed il sito in cui dovranno trovarsi per l'esame.

Le domande di ammessione all'esame debbono essere scritte e sottoscritte dai postulanti. Il R. Provveditore e Ispettore nell'atto che le riceve attesterà appiè di esse che sono scritte e sottoscritte dai medesimi.

Le domande ed i titoli consegnati agli Ispettori saranno per cura di questi trasmessi al R. Provveditore della Provincia fra tutto il 5 agosto.

Gli aspiranti appartenenti ai Circondari delle antiche Provincie che ora fanno parte della Provincia di Pavia, possono presentarsi all'esame di ammessione o di concorso nelle città di Alessandria o di Novara.

Sono esenti dall'esame di ammessione per fare il corso a loro spese i giovani che hanno superato l'esame di licenza liceale od altro equivalente, per cui potrebbero essere ammessi agli studi universitari; ma non lo sono coloro che aspirano ad un posto gratuito.

Torino, addì 20 gennaio 1862.

Il Direttore della R. Scuola Superiore di Medicina Veterinaria

ERCOLANI.

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA.

Dovendosi provvedere alla cattedra di Medicina operativa e di Clinica operativa vacante nella R. Università di Torino, si invitano gli aspiranti alla cattedra medesima a presentare la loro domanda, coi titoli a corredo, a questo Ministero dell'Istruzione pubblica entro tutto il giorno 12 aprile del 1862, dichiarando il modo di concorso al quale intendono sottomettersi, giusta l'articolo 59 della Legge sulla pubblica istruzione del 13 di novembre 1859.

Torino, 10 dicembre 1861.

MINISTERO DELLE FINANZE.

Direzione generale del Tesoro.

Essendo stato dichiarato nel modo prescritto dall' art. 1° della Legge 12 luglio 1860 lo smarrimento dei Certificati provvisori descritti nella infrascritta tabella, relativi a rendite 5 0/0 alienate per sottoscrizione privata in virtù del R. Decreto 21 luglio 1861 e chiesto il rilascio dei duplicati comprovanti l'effettuazione dei fatti pagamenti, onde all'appoggio dei duplicati medesimi poter a suo tempo ritirare le corrispondenti cartelle dalla Direzione generale del Debito pubblico,

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso, che avrà luogo nella Gazzetta Ufficiale del Regno, senza che siavi stata opposizione nei modi stabiliti dagli art. 4 e 5 della stessa Legge, saranno rilasciati i richiesti duplicati.

Prima inserzione.

Num. d'ordine del presente	Certificati provvisorii colle quitanze de' pagamenti fatti				
	Cassa in cui è stato fatto il versamento	N. d'ordine della dichiarazione	N. d'ordine dei certificati provvisori	Rendita 5 0/0	Decimi o quinti pagati
1	Torino sottoscrizione privata		6114	500	quattro decimi
2	I.I. id.	10	dal 6388 al 6391 incluso	500 cadun.	id.
3	I.I. id.	10	4091	500	saldato

Torino, addì 16 gennaio 1862.

Il Direttore Generale del Tesoro PAVESE.

DIREZIONE CENTRALE DEL DEBITO PUBBLICO DEL REGNO D'ITALIA.

Conformemente alle disposizioni degli articoli 31 della Legge 10 luglio 1861 e 47 del R. Decreto 28 stesso mese ed anno,

Si notifica che i titolari delle sotto designate rendite allegando la perdita dei corrispondenti certificati di iscrizione, ebbero ricorso a quest' Amministrazione, onde, previe le formalità prescritte dalla Legge, loro vengano rilasciati nuovi titoli.

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse che sei mesi dopo la prima pubblicazione del presente avviso, qualora in questo termine non vi siano state opposizioni, si rilascieranno i nuovi certificati.

Num. dell' iscrizione	Intestazione	Rendita
	Categoria del debito.	
	Debito Perpetuo 1819.	
460	Congregazione di Carità di Cuneo L.	28 79
462	Suddetta . . . . . . »	77 72
3712	Suddetta, come erede di D. Bartolomeo Corte . . . . . »	12 12
10674	Suddetta . . . . . »	2202 30
122	Ospizio di Cuneo . . . . »	4 64
	Debito 1831.	
16604	Sacra Religione de' SS. Maurizio e Lazzaro in Torino . . . . . »	50 »
	Annotata d'ipoteca.	
	Debito 1848.	
17487	Revello Melchiorre Ignazio fu Chiaffredo, domiciliato in S. Front »	30 »
	Annotata d'ipoteca.	
	Debito 1849.	
30824	Bertolino Angela, nata Stuardi, fu Bernardo, domiciliata in Torino . . »	60 »
13164	Pratis Stefano, fu Carlo, domiciliato in Torino . . . . . »	238 33
	Annotata d'ipoteca.	

Torino, 19 gennaio 1862.

Il Direttore Generale TROGLIA. *Il Segr. della Direzione gen.* M. D'ARIENZO.

Il *Giornale officiale di Sicilia* descrive nei seguenti termini la celebrazione dell'anniversario del 12 gennaio a Palermo:

Ricorreva ieri per la città di Palermo e per la intera Sicilia il quattordicesimo anniversario del 12 gennaio

1818; ed era la terza volta che a questa città fosse dato celebrarlo colla espansione e col tripudio di un libero popolo.

La data del gennaio è data italiana; segna uno di que' grandi fatti che la nazione conserverà sempre fra i ricordi più belli della sua storia. Per la Sicilia la ricorrenza di quel giorno torna poi naturalmente piena di memorie e di emozioni che la toccano più da vicino.

La civica festa aprivasi colla inaugurazione di un busto in marmo del generale Garibaldi su' poggetto della strada della Libertà; omaggio che all'illustre cittadino e guerriero, cui tanto deve la Sicilia, si è ora reso mercè il frutto di una privata contribuzione, aspettando che il Municipio dia esecuzione al monumento già decretato da un anno addietro. Vi assistevano colle rispettive bandiere parecchie società patriotiche; gli alunni del militare istituto Garibaldi; i rappresentanti della antica Guardia dittatoriale: il Municipio stesso aveva per la sua parte assunto la direzione della cerimonia; i dodici battaglioni della Guardia nazionale stavano schierati in lunga linea da porta Macqueda al Giardino Inglese; indi, dopo l'arrivo di S. E. il luogotenente generale del Re con un brillante Stato-maggiore, il simulacro, lodata opera del valente scarpello dell'artista Delisi, fu scoperto. Dire le acclamazioni e il tripudio di un popolo immenso, che nel proprio entusiasmo offra tuttavolta il modello della dignità e dell'ordine più perfetto, sarebbe opera vana; come sarebbe vano il descrivere, per chi non ebbe a goderne co' proprii suoi occhi, il magnifico e pittoresco spettacolo, che sotto un puro cielo ed un sole raggiante, su quel delizioso e campestre terreno, formavano la presenza di una calca mista e confusa d'ogni età e d'ogni ceto, lo splendore delle armi e delle militari divise, lo sventolare de' nazionali colori. In que' plausi, il nome dell'eroe di Calatafimi e Palermo associavasi agli evviva mandati all'Italia ed al Re.

Compiuta questa solennità, S. E. il luogotenente generale, fra i rispettosi e cordiali saluti degli innumerevoli spettatori, ritornava nelle carrozze di corte verso il R. palazzo, scortato dallo squadrone delle guide a cavallo della Guardia nazionale. I battaglioni della detta Guardia difilavano lungo la via della Libertà, la via Macqueda e la parte superiore del Corso Vittorio Emanuele verso la piazza della Vittoria; e seco loro, ammirabili sempre di calma e di contegno, gli alunni dell'Istituto Garibaldi, le Società patriotiche e una infinita moltitudine.

Avendo le due Commissioni istituite dal R. Governo per la distribuzione delle medaglie commemorative dei fatti del 1848 e del 1860 fornito in parte i proprii lavori, la nominata E. S. volle, con opportuno pensiero, che la inaugurazione di tali medaglie avesse luogo nel giorno medesimo, aggiungendo così al decoro della festa.

Un padiglione trovavasi eretto all'uopo nella piazza della Vittoria, sotto cui sovrastava in centro il simulacro del Re. I battaglioni della Guardia nazionale, sboccando nella vastissima piazza, si formavano in amplo quadrato, in mezzo a cui agglomeravasi la fitta massa del popolo: i balconi e i terrazzi de' circostanti edifizi erano gremiti anch'essi di spettatori. Indi S. E. il luogotenente generale, montato a cavallo co' generali dell'esercito presenti in Palermo e col suo Stato-maggiore, passava in rassegna le file della milizia cittadina. Arrivato presso il padiglione, poneva piede a terra e seco tutto il seguito; si trovavano colà pronti a riceverlo i componenti delle due Commissioni. Allora il maggiore generale Carini, comandante superiore della Guardia nazionale, nella qualità di presidente delle due Commissioni anzidette, leggeva un appropriato discorso, a cui, in poche e sentite parole, rispendeva la prenominata E. S. Dopo ciò prendeva egli le due sole medaglie, che si fossero coniate in oro, l'una pel 1848, l'altra pel 1860; e rispettivamente fregiavane il simulacro di Ruggiero Settimo e quello del generale Garibaldi, principali e viventi personificazioni di quelle grandi due epoche. Erane, nelle debite forme, redatto analogo processo verbale; e frattanto ne andavano al cielo le acclamazioni al Re, all'Italia, a Garibaldi, a Settimo, questi due nomi così cari e sacri al cuore dei Siciliani; e bisogna anche aver vista quella ebbrezza viva e spontanea di un popolo intero per farsene adeguato concetto, e per comprendere come non vi potranno mai essere insidie di esterni ed interni nemici che in questo popolo valgano a spegnere od attenuare la fede nel principio nazionale, l'odio verso la passata tirannide, di cui è stata così a lungo la vittima, e quella ferma costanza che sa aspettare il bene dal compimento e dal trionfo definitivo della nazione, dal consolidarsi e svolgersi delle libere istituzioni.

La Guardia nazionale, defilando successivamente sotto gli occhi del Luogotenente generale del Re, riconducevasi ai proprii quartieri.

Nella sera la città tutta era splendidamente illuminata, anche nelle più anguste e più remote sue vie.

INGHILTERRA

Leggesi nel *Moniteur Universel*, sotto la data di Londra, 15 gennaio:

Nella sua risposta alla nota diretta dal sig. Seward a lord Lyons al 26 dicembre il conte Russell accetta la decisione del gabinetto di Washington come una conclusione favorevole al mantenimento delle relazioni più amichevoli fra le due nazioni: promette quindi rischiarare i punti in cui non si trova d'accordo col sig. Seward nell'interpretazione della legge internazionale: chiede finalmente al governo degli Stati Uniti di dare a' suoi incrociatori le istruzioni necessarie per evitare la ripetizione di atti che non si potrebbero giustificare.

L'effetto prodotto da tutta questa corrispondenza sembra tale da mostrare la ferma risoluzione del governo britannico di non dilungarsi dalla posizione energica assunta in faccia agli Stati Uniti e conservare libertà d'azione per tutti i possibili avvenimenti. D'altra parte non possiamo rimanerci dal notare la saviezza con cui la maggioranza del popolo americano accettò la decisione del suo governo. Non si manifestò alcuna delle passioni che si temevano e quindi, possiamo giudicare dell'esagerazione dei corrispondenti. Quantunque in tutto quest'affare sia spiccata specialmente la persona del sig. Seward, alla Nuova York si attribuisce generalmente in massima parte la decisione alla dirittura del sig. Lincoln.

I partigiani del riconoscimento del Mezzodì fanno progressi in Inghilterra, e non possiamo dubitare che quest'opinione trovi interpreti ardenti nella Camera dei Comuni. A queste tendenze si mescolano interessi ben diversi, interessi materiali, ansietà per l'avvenire. Ma il paese attende con pazienza le decisioni di lord Palmerston e del conte Russell, e ripone ne' suoi ministri una fiducia ben grande giustificata dagli ultimi eventi.

Crescono gl'imbarazzi finanziarii del Nord. La maggior parte delle banche degli Stati-Uniti sospesero i pagamenti in metallo. E come una quantità considerabile di valori pubblici, boni dello Stato, strade ferrate, accatti municipali sono nelle mani di capitalisti inglesi, questa sospensione di pagamenti è vivamente sentita qua, e implicherà sicuramente considerabili perdite finanziarie. Tuttavia si spera sempre qua che gli statisti di Washington potranno contrarre un accatto in Europa. Essi troveranno i nostri finanzieri pur disposti a fornire denaro per la continuazione di una guerra che colpisce sì dolorosamente quattro milioni di operai inglesi. Le piazze inglesi sospesero parimenti tutti i crediti commerciali aperti dall'America, atto che colpirà tosto il tè e il caffè agli Stati-Uniti.

Non dobbiamo tuttavia dissimulare che gl'imbarazzi finanziarii del Mezzodì sono pure gravissimi. Il peso della guerra è meno forte pei confederati che pei federali, i quali debbono alla volta bastare all'armamento militare e al marittimo. Ma quest'ultima spesa precisamente costituì sinora la superiorità reale del Settentrione. I confederati devono pel blocco perdere più che non dobba costare agli Stati-Uniti. Sono queste verità incontestabili che permettono di supporre, ma non di misurare l'estensione dei due bilanci, in mancanza di documenti particolarizzati e sindacati.

SPAGNA

MADRID, 12 *gennaio*. La *Gazzetta di Madrid* pubblica, ratificato dalle due parti contraenti, il trattato chiamato di Madrid, con cui si compongono le differenze della Spagna col Marocco. Ecco quanto dice letteralmente:

Art. 1. Le truppe spagnuole sgombreranno la città di Tetuan e suo territorio tosto si sarà fatto il versamento di 3 milioni di duros ai commissarii del governo di S. M. la regina, delegati per riceverli.

Art. 2. I dieci milioni di duros rimanenti a compiere l'indennità di guerra stipulata nel trattato di pace, saranno pagati per metà colle rendite delle dogane di tutti i porti dell'impero di Marocco che il sultano mette a disposizione della regina di Spagna, che ne farà operare la riscossione dagli impiegati cui disegnerà a quel fine. L'altra metà di queste stesse rendite è riservata a S. M. il sultano.

Art. 3. Le persone che saranno state nominate da S. M. la regina di Spagna e incaricate d'intervenire e riscuotere la metà delle rendite mentovate sopra, entreranno in uffizio un mese prima del giorno cui avrà luogo lo sgombro di Tetuan.

Art. 4. La delimitazione delle frontiere della piazza di Medilla sarà fatta giusta la convenzione del 24 agosto 1859, confermata dal trattato di pace del 26 aprile 1860.

Art. 5. La consegna del territorio di frontiera al governo di S. M. la regina di Spagna avrà luogo del pari prima dello sgombro della città di Tetuan.

Art. 6. Il trattato di commercio di cui fa menzione l'art. 13 del trattato dovrà parimenti essere segnato e ratificato prima dello sgombro di Tetuan e suo territorio. S. M. la regina di Spagna potrà dar l'ordine di fare stabilire una casa di Missionari nella città di Tetuan, analoga a quella che esiste a Tangeri, e quella che in virtù dell'articolo del trattato di pace è autorizzata a creare. I Missionari avranno piena libertà di consacrarsi al culto del loro sacro ministero sopra qualunque punto dell'impero di Marocco e le loro abitazioni ed ospizi ove risiedono godranno della più compita sicurezza e della protezione speciale di S. M. il sultano e delle autorità sotto i suoi ordini.

Art. 7. Le condizioni stipulate nei precedenti articoli dovranno ricevere l'intiera loro esecuzione nel lasso di cinque mesi, cominciando dal giorno in cui il principe Muley-el-Abbas sarà tornato a stabilirsi a Tangeri. Tuttavia se queste condizioni venissero ad eseguirsi prima del termine prefisso, lo sgombro di Tetuan e territorio di esso avrà luogo immediato.

Art. 8. Conserveranno tutta la loro forza gli articoli del trattato di pace a cui non si sarà derogato o non saranno stati modificati col presente trattato.

— Ieri la regina segnò il decreto con cui si crea D. Francesco Serrano, capitano generale dell'isola di Cuba, duca della Torre e grande di Spagna (*Correspondencia*).

ALEMAGNA

BERLINO, 14 *gennaio*. La Camera dei deputati ha tenuto la sua prima tornata appena dopo il discorso del trono sotto la presidenza del decano d'età sig. Kühne.

In una riunione preparatoria del partito ministeriale tenutasi ieri il sig. Simson ha dichiarato che, per causa di salute, non accetterà la candidatura alla presidenza della Camera (*Corrisp. Havas*).

BERLINO, 15 *gennaio*. I deputati continuano a tenere adunanze per dividersi in frazioni. Ieri sera gli antichi deputati della frazione Wincke e i nuovi eletti che si uniscono ad essi si sono riuniti sotto la presidenza del sig. Grabow; essi vogliono prendere il titolo di *partito costituzionale*. Si è annunziato che i deputati che si erano riuniti in casa dei signori Harkort e Stavenhagen si collegheranno a questo partito.

Si è discusso in seguito il quesito se si pubblicherebbe un programma: questa mozione fu rigettata. Due ministri, il conte Schwerin e il sig. de Patow sonosi recati alla riunione per far conoscere i principii generali dei progetti di legge che saranno sottomessi alla Camera. Il sig. de Patow ha detto che i risultati finanziarii dell'esercizio 1860 erano favorevolissimi, e che offerivano eccedenti che si potrebbero consacrare al bilancio militare. Aggiunse che i crediti militari che si chiedessero nella sessione attuale sarebbero gli stessi che quelli dell'anno scorso, con una differenza di 50,000 talleri al più. Questa comunicazione non tornò gradita all'assemblea.

Nella stessa serata, i deputati convocati dal sig. Waldeck si sono costituiti in partito *progressivo*. Questa riunione contava 62 membri; essa ha istituito un Comitato direttore di sette membri eletti provvisoriamente per 15 giorni, e fra i quali alternerà la presidenza della riunione (*Gazz. di Colonia*).

Il discorso del Trono ha prodotto in generale una impressione soddisfacente. Si è veduto con piacere che non vi si pendeva verso alcun partito e che a questo riguardo conservava una indifferenza meritoria.

La Camera dei Signori si è costituita ieri ed ha eletti per presidente il principe Hohenlohe-Ingelfingen, e per vice-presidenti i conti Stolberg e Brühl.

In una delle ultime conferenze della Commissione della navigazione dell'Elba, il governo danese si è pur esso dichiarato disposto a consentire ad una riduzione considerevole dei diritti di navigazione percepiti su questo fiume. Per mala sorte l'Hannover e il Mecklemburgo si oppongono mai sempre a così fatto miglioramento (*Corr. Havas*).

Una grave decisione della Corte Suprema di Berlino merita per la sua importanza essere ricordata nelle transazioni commerciali. Trattasi dell'esecuzione di un contratto conchiuso per via telegrafica. La questione era posta nel modo seguente. Può un negoziante che diede per telegrafo ordini di compra di azioni industriali ricusarne il pagamento sotto pretesto della non-esistenza di un *contratto scritto?*

Il tribunale dichiarò che la *commissione telegrafica unita alla risposta a tale commissione* costituiva un'obbligazione equivalente ad un contratto scritto.

Continuano le pratiche tra la Prussia ed i diversi Stati della Turingia per istabilire relazioni militari reciproche, come quelle che derivano dalla convenzione col duca di Sassonia Gotha; ma non produssero sinora definitivo risultamento. Le parti non convengono sul modo di avanzamento degli ufficiali e sopra alcuni particolari. Tuttavia prevediamo che gli ostacoli verranno rimossi e il gabinetto di Berlino verrà a capo del suo disegno.

ULTIME NOTIZIE

TORINO, 20 GENNAIO 1862.

Ieri S. M. il Re ha presieduto il Consiglio dei Ministri.

La Camera dei deputati nella sua tornata di sabato trattò di uno schema di legge secondo il quale sarebbe imposta una tassa del 10 0|0 sul prezzo di trasporto dei viaggiatori, dei bagagli e delle merci a grande velocità sulle ferrovie del Regno.

Presero parte alla discussione i deputati Ranco, Argentino, Michelini e Pepoli Gioachino, che per varie ragioni contraddissero a tale legge; e i deputati Susani, Cini, Broglio e Molfino che discorsero in favore di essa. Il deputato Susani però vi aggiunse la proposizione di estendere la detta tassa anche agli altri trasporti, cioè a quelli di media e piccola velocità.

Gli uffizi della Camera dei deputati hanno nominato una Commissione composta degli onorevoli: Brignone, 1.o uff.; De Filippo, 2; Robecchi Giuseppe, 3; Finzi, 4; Tenca, 5; Ballanti, 6; Spaventa, 7; Capriolo, 8; Rapallo, 9, per esaminare il progetto di legge — Ordinamento delle guardie doganali — stato presentato nella tornata del 23 dicembre 1861 dal ministro delle finanze conte Bastogi.

ELEZIONI POLITICHE

Collegio di San Germano, eletto Pessina con 324 su 349 voti.

Collegio di Messina, ballottaggio tra Francesco Cammarota-Scovazzo con voti 192 e il barone Vincenzo Favara con 101.

Abbiamo annunziato testè essersi nel Collegio di Casoria eletto in ballottaggio Michele Prans. Vi riuscì eletto invece Lorenzo Jacovelli con voti 262 contro 223 voti dati al suo competitore.

Abbiamo da Caserta 19 gennaio il dispaccio telegrafico seguente:

Inaugurata l'apertura degli Asili Infantili con molta solennità e intervento delle autorità e di numeroso popolo.

Il prefetto ed un distinto membro del clero proferirono sentiti ed acconci discorsi.

Per invito di S. Ecc. il barone Ricasoli, presidente del Consiglio dei ministri, vi sarà veglia, domani sera martedì 21 corrente, nelle sale del Ministero degli affari esteri.

DISPACCI ELETTRICI PRIVATI

(Agenzia Stefani)

Londra, 18 gennaio.

Leggesi nell'odierno *Times*: Lord Russell ordinò in dicembre p. p. a lord Lyons di comunicare a Seward il malcontento che produrrebbe in Inghilterra la ostruzione dei porti del Sud mediante pietre. Un simile procedere sarebbe considerato come una vendetta, giacchè lo ristabilimento dell'unione è reso impossibile dopo la distruzione del porto di Charlestown. Lord Russell ordinò inoltre a Lyons di esprimere la speranza che non verranno in tal modo distrutti altri porti.

Altre della stessa data.

Fu levata la proibizione per l'esportazione delle armi.

Parigi, 18 gennaio.

Notizie di borsa.

(mezzogiorno)

Fondi Francesi 3 0|0 — 69 70.
Fondi Piemontesi 1849 5 0|0 — 66 80.
Prestito italiano 1861 5 0|0 — 64 30.
Consolidati Inglesi 3 0|0 — 93 1|4.

(chiusura)

Fondi francesi 3 0|0, 69 80.
Id. id. 4 1|2 0|0, 98.
Consolid. ingl. 3 0|0 93 1|8.
Fondi piem. 1849 5 0|0 66 60.
Prestito italiano 1861 5 0|0 64 15.

(Valori diversi)

Azioni del Credito mobil. 736.
Id. Str. ferr. Vittorio Emanuele 330.
Id. id. Lombardo-Venete 531.
Id. id. Romane 215.
Id. id. Austriache 500.

Londra, 19 gennaio.

Si ha da Cadice che il *Sumter* è partito per Gibilterra.

Nuova York 9. Il *Parana* che si credeva perduto con 1100 soldati inglesi è arrivato ad Halifax.

I federali riportarono una grande vittoria. Si avanzarono fino a sei miglia da Charlestown: ebbero luogo combattimenti sul Potomak e nel Maryland senza risultati. I separatisti disfatti nella Virginia occidentale eseguirono una ritirata con grandi perdite.

Londra, 19 gennaio.

Notizie da Nuova York del 9 recano che il Congresso di Washington biasima la restituzione dei commissari. Credesi che la guerra possa scoppiare prima di tre mesi, a meno che l'America non levi il blocco per evitare che sia riconosciuto lo Stato del Sud. Il congresso voterà l'emissione di cento milioni di carta monetata a corso forzato.

Assicurasi che l'Inghilterra occuperà Matamoras e aprirà il commercio del cotone per Brunswick ed il Texas.

Napoli, 19 gennaio.

Leggesi nel *Pungolo*:

Furono sorprese corrispondenze fra Colsitto capobrigante e parecchi abitanti di Borgo di Gaeta e Castellone. Questi furono arrestati.

Londra, 20 gennaio.

Bombay, 17 dicembre. Gli affari sono arenati in causa delle notizie d'America. È scoppiato il cholera. È dubbioso l'arresto di Nana.

Si ha da Lisbona in data di ieri che la legge sulla reggenza fu adottata.

R. CAMERA D'AGRICOLTURA E DI COMMERCIO DI TORINO.

20 gennaio 1862 — Fondi pubblici

Consolidato 5 0|0. C. d. matt. in c. 64 25 corso legale 64 25

Id. 5|10 pag. 1 genn. 1862. C. d. matt. in c. 64 20 in l. 64 10 10 10 15 27 1|2 15 20 25 p. 31 genn.

CORSO DELLE MONETE.

Oro	Compra	Vendita
Doppia da L. 20	20 —	20 02
— di Savoia	28 48	28 55
— di Genova	78 35	78 55

G. FAVALE Gerente.

SPETTACOLI D'OGGI.

REGIO. Riposo.

CARIGNANO. (7 1|2). La dramm. Comp. Bellotti-Bon rappresenta un nuovo dramma di Carlo Rusconi.

SCRIBE. (7 3|4) Comp. francese diretta da E. Meynadier: *Une faute.*

D'ANGENNES (7 1|2). Comp. francese Bozia et Bary: *Les vacances du Docteur.*

ROSSINI (ore 8). La dramm. comp. Piemontese Toselli recita: *Clarir marià.*

GERBINO (ore 8). La Comp. dramm. Monti e Preda recita: *Il mercato di Londra.*

ALFIERI. (ore 8) Esercizi equestri eseguiti dalla Compagnia dei fratelli Guillaume.

SAN MARTINIANO. (ore 7). si rappresenta colle marionette: *Otello* — ballo *L'uomo senza testa.*

BANCA NAZIONALE

DIREZIONE GENERALE

(Seconda pubblicazione)

Il Consiglio Superiore in tornata del 2 corrente ha deliberato di convocare l'Assemblea Generale degli Azionisti presso la Sede di Genova per il giorno 30 del mese in corso, a mezzogiorno, nel palazzo della Banca in Genova, situato in via Carlo Alberto.

L'ordine del giorno dell'Adunanza è determinato dall'art. 51 degli Statuti, cioè Rinnovazione parziale del Consiglio di Reggenza di quella Sede.

Torino, 13 gennaio 1862.

SOCIETÀ ANONIMA DEGLI ESERCENTI DI TORINO

per la riscossione del Canone Gabellario

Gli Azionisti sono invitati all'Assemblea Generale che avrà luogo il 30 corrente, alle ore 2 pom., nella sala dell'Accademia Filodrammatica, via dell' Ippodromo, rimpetto al Teatro Vittorio Emanuele, pei seguenti oggetti:

I. Presentazione ed approvazione del Resoconto dell'anno 1861, e del bilancio, a mente dell'art. 25 dello Statuto sociale;

II. Nomina dei membri del Consiglio di Amministrazione, di cui agli articoli 15 e 25;

III. Formazione della lista dei Consiglieri conciliatori di cui all'art. 26;

IV. Finalmente per tutti quegli altri oggetti ed interpellanze che possono interessare il buon andamento della Società.

NEGRO Ferdinando, *Presidente.*

Stradaferrata di Pinerolo

Il Consiglio d'Amministrazione avendo stabilito il semestre dividendo nella somma di L. 10, 50 caduna azione, locchè equivale ad una complessiva annua rendita di L. 7, 90 p. 0/0, li signori Azionisti potranno riscuotere questo dividendo a principiare dal giorno 20 gennaio, mediante presentazione dei loro titoli alla ditta Giuseppe Maian, via San Filippo, num. 13.

Società DELLE STRADE FERRATE

del Sud dell'Austria e della Venezia della Lombardia e dell'Italia Centrale

AVVISO

L'I. R. tribunale di commercio di Vienna previene che sopra instanza del D. Giulio Grimm agente in nome e come procuratore del signor Eugenio Roussel, agente di cambio a Parigi, ha autorizzato lo stesso sig. Roussel a procedere alle pratiche per l'ammortizzazione dei primi stacchi *(coupon)* di interessi per l'anno 1861 di dieci azioni della Società dal N. 513, 271 al 513, 280, i quali stacchi portanti il n. 5, sono a scadenza 1 novembre, e formano un'importo complessivo di F. 180.

I detentori di detti stacchi, o chiunque intendesse esercitare sopra di essi un diritto qualunque sarà invitato a farlo conoscere al tribunale suespresso nel termine di un anno, sei settimane e tre giorni, senza di che, e trascorso il qual termine, gli stacchi suddetti saranno dichiarati ammortizzati.

Vienna, li 14 dicembre 1861.

DIFFIDAMENTO

Il signor Giuseppe Dario di Casale, subappaltatore della Caserma d'Acqui, diffida il Pubblico che cessando col giorno 18 corrente gennaio ogni ingerenza del signor Novarese Antonio, assistente capo, nei lavori d'impresa della Caserma suddetta, il suddetto Dario non riconoscerà da tale giorno in poi veruna operazione, nè obbligazione che in qualsiasi modo o titolo abbia fatto od assunto il Novarese per conto od a nome dell' impresa.

DIFFIDAMENTO

Audo-Giannone Gianpietro protesta che non pagherà debito alcuno che possa contrarre suo figlio Edoardo, essendo questi convenevolmente provvisto di vitto ed indumento.

Barbania, 17 gennaio 1862.

INCANTO DI MOBILI

Il segretario della Giudicatura di Racconigi notifica, che nel giorno 3 febbraio prossimo, ore 9 del mattino, in Casalgrasso, e nel palazzo del signor Francesco Bellora, nanti lui, avrà luogo la vendita agli incanti di quantità di mobili parte preziosi e di lusso, specchi, pendule, letti, posate d'argento, lingerie, quadri, boscamenta e simili, stati pignorati con verbale delli 13 andante contro esso sig. Bellora ad instanza del signor conte Giuseppe D'Harcourt.

Racconigi, il 16 gennaio 862.

Not. Paglieri Giuseppe segr.

EDIFICIO IDRAULICO

con grande ruota e forte caduta d'acqua perenne ed ampii caseggiati, posto sullo stradale di Lanzo, a miglia 9 1/2 da Torino,

DA VENDERE *a comode more*

Dirigersi al not. V. Int. Operti, *Doragrossa*, 23.

RINUNCIA AD EREDITA'

Il signor Ronga Giovanni, dimorante in Asti, ha oggi rinunciata l'eredità del suo padre Maurizio, deceduto in Torino l'8 del corrente, *ab intestato.*

Torino, 20 gennaio 1862.

Caus. Ottolenghi sost. Levi p. c.

VENDITA DI STABILI

NELLA CITTA' DI BIELLA

proprii del signor Luigi Louvel

Il 23 febbraio 1862, in Biella, nell'ufficio del notaio Luigi Gastaldi si procederà alla vendita dei seguenti stabili in favore del miglior offerente, alle ore 9 del mattino.

1. Nel quartiere del Piazzo, ampio fabbricato ad uso di opifizio, composto di tre corpi con due cortili, il tutto annesso, con roggia d'acqua avente tre salti di 7 metri caduno di caduta, al prezzo di L. 14,500.

2. Nello stesso quartiere, corpo di casa composto di tre saloni, uno a pian terreno, e gli altri ai piani superiori, con sotterraneo e due piccoli cortili, al prezzo di L. 1500.

Le condizioni della vendita sono visibili in Biella, nell'ufficio del predetto notaio Luigi Gastaldi

NOTIFICAZIONE

Per gli effetti voluti dall' art. 69 della legge 17 aprile 1859, si notifica che ad 1 primo novembre 1861 il causidico Maurilio Rota cessò dall'esercizio di procuratore capo nanti il tribunale di circondario in Alessandria, e che intende di liberare la malleveria da esso prestata con cedola del Debito Pubblico della rendita di L. 150.

INCANTO.

All'udienza che sarà tenuta dal tribunale del circondario di Torino, alle ore 10 mattutine, delli 4 marzo 1862, verrà venduto per pubblici incanti ad instanza del cav. notaio Ermenegildo Perotti di Torino, il corpo di casa sito in detta città, via Bava, sezione Po, num. 5, già via S. Massimo o Moschino, distinto in mappa coi numeri 10 a 15, 21 a 28, 78 e 79, del piano B, isola 48, intitolata Sant'Orsola, composto di 4 maniche e di varii piani, proprio delli signori Gabriella Mainer vedova Biscarra, Carlo Felice e maggiore Costantino, madre e figli Biscarra, di Torino, e quindi deliberato all'ultimo migliore offerente, ai patti contenuti nel bando venale 4 gennaio 1862, che verrà pubblicato, notificato ed inserto a termini di legge, del quale si può avere copia con visione dei relativi documenti nello studio del causidico capo sottoscritto.

Ambroggio Gio. caus. capo, via Dora Grossa, n. 53, piano 2.

BANDO VENALE.

Il giorno 28 febbraio 1862 alle ore 9 antimeridiane avanti il tribunale di circondario di Torino posto in via Consolata n. 12, ad instanza della ditta Cugini Levi e Cugini Sacerdote stabilita in Chieri, si procederà alla vendita per mezzo dei pubblici incanti di una casa, vigna, bosco, posseduti dal signor Demo Giovanni in Villarbasse regione Combabona e Campo rosso di ett. 1, 51, 23, al prezzo offerto di L. 933, si e come si trovano descritti tali stabili, ed alle condizioni di cui in bando venale 10 gennaio 1862, autentico Marazio sost. segr.

Preve sost. Levi.

SUBASTAZIONE.

All'udienza che sarà tenuta dal tribunale di circondario di Torino alle ore 11 antimeridiane delli 14 febbraio prossimo, sull' instanza del signor Venanzio Perusino segretario del comune di Celle d'Asti ed ivi domiciliato, avrà luogo, in odio della massa dei creditori del fallimento di Vincenzo Grimaldi, già negoziante domiciliato in Torino, rappresentata dal signor Bertero Domenico quivi pure domiciliato, sindaco definitivo di detto fallimento, la vendita per espropriazione forzata, in dipendenza di sentenza proferta dal prelodato tribunale il 30 scorso novembre e stata trascritta all'ufficio delle ipoteche di questa città il 24 successivo dicembre come da relativo certificato, dei seguenti stabili situati sulle fini di questa città, regione Valtorta, divisi in quattro lotti, cioè:

Lotto 1.

Piccola casa situata sulle fini di questa città, sezione suddetta, composta di due piani fuori terra, in mappa in parte dei numeri 9, 10, 11 e 13 della sezione 48, coerenti a levante e ponente le altre case dei fratelli del debitore Grimaldi, a mezzodì Nicola Grimaldi per altra casa al di là del cortile comune fra tutti, ed a notte la strada e siti comunali, composta di due camere al piano terreno, ed una al primo piano divisa in due con stibbio.

Lotto 2.

Altra piccola casa rurale situata nell'angolo a ponente e giorno, del cortile comune, composta di due piani fuori terra, descritta anche in mappa in parte delli numeri 9, 10, 11 e 13, della sezione 48, coerenti a levante un cortile comune, a mezzodì Nicola Grimaldi, a ponente la vedova Carletti, ed a notte il Giuseppe Grimaldi, composta di due camere al piano terreno, una al piano primo, con avvertenza che la camera che corrisponde alla seconda del piano terreno non è propria del Vincenzo Grimaldi, ma è tutta indivisa tra il Giuseppe e Nicola fratelli Grimaldi.

Lotto 3.

Pezza terreno orto coltivato a vivaio di piante fruttifere, di figura rettangolare quadrilatera, descritta in mappa con parte delli numeri 201 e 23 della sezione 48, di are 17, cent. 14, alla quale coerenziano a levante il signor Ray ed il Giuseppe Grimaldi, a mezzodì eredi Perrono, a ponente li stessi in parte e Nicola Grimaldi, a notte Giuseppe Grimaldi, nella detta pezza vi esistono circa mille piante di frutta varia, di varia dimensione.

Lotto 4.

Campo ora destinato a vivaio di gelsi, in mappa al num. 8 della sezione 48, coerenti a mattina la strada comunale detta di Valtorta, a mezzodì e sera l'altra strada privata, metà compresa, a notte un muro di fabbrica e di corte delli eredi Viotti, di are 40 circa. In detta pezza vi esistono circa 1,500 gelsi di vario diametro.

Li suddetti stabili si esporranno in vendita al prezzo dall'instante offerto quanto al lotto primo di L. 1000, pel lotto secondo L. 750, pel terzo L. 500, pel quarto L. 200, eccedenti tali offerte cento volte il tributo di cui sono gravati i fondi suddetti, ed alle altre condizioni risultanti dal relativo bando venale delli 10 corrente mese, autentico Marazio sost. segr

Torino, 15 gennaio 1862.

A. Crudo proc. capo.

SUBASTAZIONE.

Con sentenza di questo tribunale di circondario in data 14 dicembre 1861, sull'instanza della signora Carola Piccia vedova del notaio Antonio Capello, domiciliata in Torino, veniva autorizzata, in odio del signor barone avv. Luigi Venanzio Piccia, pure in Torino dimorante, la vendita per via d'espropriazione forzata degli stabili da questo posseduti sul territorio di Alpignano, ed una pezza bosco sul territorio di Rivoli, del quantitativo questa di are 55, 45, e quelli posti sul territorio d'Alpignano, del quantitativo di ett. 24, 26, 40, consistenti in prati, campi, vigna e bosco, nelle regioni Sassetto; prato, sez. B, num. 87 della mappa, regioni Pietra, Gaia; prato, sez. B, num. 97, reg. Vialesco, prato, sez. B, numeri 145 e 150, reg. Montà, sez. C, campo, num. 131, reg. S Marcello, sez. C, campo e bosco, num. 205 e 206, reg. Terzone, sez. C, campo con striscia di bosco, num. 212 e 215, reg. Pietra, sez. D, campo e vigna, num. 228 e 229, nella stessa regione e sez., vigna, num. di mappa 261, reg. Ghiaro, sez. E, campo, num. 48 e 49, regione Pradonna, sez. F, prato, campo e bosco, num. 187 a 190, reg. E emetti, sez. F, bosco, num. 266 a 268, reg. Pozzuoli e Picchere, sez. H, campo, bosco e vigna, num. 50 a 53, 47, 63 a 65, reg. Sassetti, sez. B, prato, num. 64, reg. Pradonna, sez. F, prato, num. 242, e

Casa civile e rustica con giardino, posto nel capo-luogo d'Alpignano, prospiciente la via pubblica e piazza della Parrocchia, sezione I, numeri di mappa 73 e 74, di are 21, 60, composto il civile di due piani, diverse botteghe, varie cantine ed il rustico di casa del massaro scuderia, fenile, tetto ed aia, coerenti la piazza suddetta, fratelli Spagnatto, Mosca, via di Rivoli e pubblico piazzale.

L'incanto avrà luogo il mattino del primo marzo prossimo venturo, ore 9 di mattina, in un sol lotto al prezzo di L. 12500, offerto dalla instante, ed alle altre condizioni risultanti dal bando in stampa, detti stabili sono gravati del tributo diretto verso lo Stato, quelli d'Alpignano in L. 108, cent. 13, e quelli di Rivoli in L. 2, 15

Torino, 17 gennaio 1862.

Caus. Depaoli sost. Rodella.

SUBASTAZIONE.

Il tribunale del circondario di Biella, con sua sentenza del 17 passato dicembre, sull' instanza della signora Demattels Costanza fu Giuseppe, vedova di Francesco Degioannini, residente in questa città, ed in odio delli Borsetti Gaspare e Giovanni Battista fu Giovanni Bernardo, residenti ad Occhieppo Superiore, autorizzava la subasta degli stabili di cui nel relativo bando venale, in data 4 corrente mese, autentico Lanza sost. segr., al prezzo ed alle condizioni ivi inserte, e per il relativo incanto fissava l'udienza del 21 prossimo venturo febbraio, ore 12 meridiane.

Biella, 15 gennaio 1862

Regis sost. Demattels proc.

INFORMAZIONI PER ASSENZA

Sull' instanza delli signori Mattassoglio Anna moglie di Giuseppe Albertazzo e Albertazzo Giovanni, madre e figlio, domiciliati a Quittengo, il tribunale del circondario di Biella, con suo decreto in data 13 dicembre passato, emanato sul ricorso di detti instanti, ha mandato assumersi in contraddittorio del pubblico Ministero, sommarie informazioni, le quali furono commesse al signor giudice di Andorno, sull'assenza del suddetto Giuseppe Albertazzo, rispettivo marito e padre delli instanti, il che si deduce a pubblica notizia in conformità di legge.

Biella, gennaio 1862

Borello proc.

SUBASTAZIONE

Nel giudicio di subasta promosso dalla signora Demattels Costanza fu Giuseppe, vedova di Francesco Degioannini, residente a Biella, in odio delli signori Borsetti Gaspare e Giovanni Battista fu Giovanni Bernardo, residenti ad Occhieppo Superiore, il tribunale del circondario di Biella con sentenza del 17 testè scorso dicembre, fissava la sua udienza del 21 prossimo venturo febbraio, ora meridiana, per l'incanto e successivo deliberamento dello stabile descritto e coerenziato nel bando venale 4 volgente mese, autentico Lanza sost. segr., al prezzo ed alle condizioni ivi inserte.

Biella, 8 gennaio 1862.

Regis sost. Demattels proc.

INCANTO.

All'udienza del tribunale di circondario di Cuneo, di giovedì 27 febbraio prossimo venturo, alle ore 11 mattutine, avrà luogo l'incanto e deliberamento del corpo di casa sito nel concentrico di detta città di Cuneo, sez. Stura, isola quinta, posto in mappa ai numeri 10007, 10008 e 10009, sotto le coerenze a levante la via maestra, a giorno del signor Dalmasso Giovanni Battista ed Anna Bellino vedova Assandria, a ponente la via di Saluzzo ed a notte quella del Ceriaido, designata in bando venale 11 corrente gennaio, al prezzo, patti e condizioni di cui in detto bando, e tale incanto sull' instanza del signor Barberis Giuseppe di Beinette, a pregiudizio del signor Giovanni Milanesio di Cuneo.

Cuneo, 15 gennaio 1862.

Caus. Gauberti.

CONSERVATORIA DELLE IPOTECHE DI CUNEO

Certificato di trascrizione

Certifico io sottoscritto conservatore delle ipoteche all'uffizio di Cuneo, che mi è stato oggi consegnato dal signor direttore dell'insinuazione e demanio un atto di aggiudicazione di stabili situati sul territorio di Peveragno, di quest'uffizio d'Ipoteche, in data delli 30 luglio 1860, rogato Carruti notaio e segretario del mandamento di Peveragno, insinuato all'uffizio di Chiusa li 21 agosto 1860, cioè:

Ettari 1, are 20, cent. 90 di bosco castagneto, da scorporarsi da maggior pezza, sita sul detto territorio di Peveragno, reg. Ferrante, a cui restano coerenti a levante gli eredi di Agostino Garro, a giorno li fratelli Tosello, a ponente Bersezio Pietro ed a notte la restante pezza.

Questa aggiudicazione venne fatta a favore delle Finanze dello Stato, in odio della Dutto Maria Caterina fu Giacomo Filippo, vedova di Pietro Viale, dimorante a Peveragno, pel prezzo di L. 236, 47.

Certifico pure d' aver registrato nello stesso giorno tale atto sul registro delle alienazioni, vol. 29, art. 417, e sovra quello generale d'ordine vol. 264, cas. 476.

Spedito il presente per regio servizio.

Cuneo, 13 luglio 1861.

Il conservatore

Peano.

NOTIFICANZA DI SENTENZA

Nella causa delli Maria Teresa Darioli vedova di Gaudenzio, nata Giovangrande, Darioli Francesco Antonio, Giovanni, Pietro Maria, Rocco, Maurizio ed Anna Maria, fratelli e sorella, moglie quest'ultima di Quirino Piodda e da esso assistita ed autorizzata a stare in giudicio e Giacomo Galli, non tanto nella qualità propria che qual padre e legale amministratore del suo figlio minorenne Angelo Galli, domiciliati i primi nel comune di Vagna, e li giugali Piodda, padre e figlio Galli, in quello di Domodossola, contro Bernardo Darioli di Vagna e Brizio Darioli pure di Vagna, residente a Cadice in Ispagna, il tribunale del circondario di Domodossola con sua sentenza 31 scorso dicembre, notificata ai convenuti a termini di legge il 14 corrente gennaio, dall'usciere delegato Pietro Venturelli, ha dichiarato la contumacia del Brizio Darioli ed ha nominato il geometra Lorenzo Vecchietti alla formazione delle quote ereditarie secondo le prescrizioni del testamento 1 luglio 1833, rogato Simonetta, ed ha prefisso al medesimo il termine di giorni 60 per presentare la relazione della sua operazione ed ha delegato a ricevere previamente il di lui giuramento, il signor giudice commesso di settimana. Ha rimesso per la stipulazione dell'istrumento di divisione le parti avanti il notaio Gaudenzio Palletta, che potrà addivenirvi sull'istanza della parte comparsa, anche in contumacia delle altre, ferma nel resto la delegazione al signor giudice commesso, fatta colla precitata sentenza 24 dicembre 1869.

Domodossola, 16 gennaio 1862.

Caus. Veggia p. c.

REINCANTO

Avanti il tribunale del circondario di Pinerolo ed alla sua pubblica udienza che avrà luogo ad un'ora pomeridiana del 23 febbraio corrente anno, ad instanza della Congregazione di Carità di detta città, ed a pregiudicio dell'eredità giacente di Agostino Fasoletto, si procederà al reincanto degli stabili a quest'ultimo deliberati con sentenza 15 febbraio 1860, in seguito alla spropriazione subita da Maddalena Mascelli, vedova di Michele Cattaneo.

Tali beni posti sul territorio di Bricherasio e consistenti in casa, corte, orto ed alteno, nella reg. della Rubattera, verranno esposti in vendita sul prezzo di L. 150, dalla instante offerto.

F. Varese p. c.

TRASCRIZIONE.

Con atto 22 novembre 1861, rogato Buttini, il signor Siccardi Pietro di Manta, fece acquisto da Bongiovanni Guglielmo fu Giuseppe di Saluzzo, di un chiabotto con beni annessi, parte in territorio di Saluzzo e parte in quello di Manta, consistenti in aia, alteno, prati e ripa, nelle regioni Via Inferiore di Manta e Rubattera Inferiore, cioè: chiabotto, aia, alteno, campo e ripa, in mappa alli num. 3623, 3624 e parte delli 3625, 3634, e gli altri beni al piano comunale num. 17, 26 parte, 29, 40, della sez. B, il tutto per L. 13000, e trascritto tale atto all'ufficio delle ipoteche di Saluzzo, il 4 gennaio corrente, vol. 24, num. 330 delle alienazioni, fede Cagnone.

P. Viglini.

SUBASTAZIONE.

Con sentenza proferta il 31 dicembre ultimo scorso, il tribunale del circondario di Saluzzo, sull'instanza del signor notaio Vincenzo Nicolini, residente in questa città, ordinò la espropriazione forzata per via di subastazione di un corpo di casa con corte e giardino annesso, sito in territorio di Manta, in pregiudicio della damigella Carola Maria Marengo, residente in detto luogo, alle proposte condizioni e fissò per l'incanto l'udienza di giovedì 6 marzo prossimo venturo, e mandò al segretario di formare l'opportuno bando venale.

Saluzzo, 14 gennaio 1862.

Nicolino proc.

SUBASTAZIONE VOLONTARIA

Ad instanza del signor Raimondo Sibilla fu Alberto residente a Mondovì, avanti il tribunale del circondario di Saluzzo, all'udienza del 27 prossimo febbraio avrà luogo l'incanto e deliberamento dei seguenti beni stabili da detto Sibilla posseduti in territorio di Manta fini di Verzuolo, cioè;

Prato, campo, alteno, con corpo di casa civile e rustica, aja, orto e gerbido del quantitativo di ett. 4, are 85, nelle regioni Rubattera inferiore, Toglia e Capo luogo, divisi in quattro distinti lotti come risulta dal relativo bando venale del 15 corrente gennaio, sui prezzi di L. 3098 90, 5133 40, 980 90, e 2100, ed alle altre condizioni menzionate nel citato bando venale visibile nell'ufficio del procuratore sottoscritto.

Saluzzo, addì 15 gennaio 1862.

G. Signorile sost. Rosano.

CITAZIONE PER PROCLAMI

giusta il disposto dell'art. 66 del codice di procedura civile.

Bocchiola Marianna ed Angelo Miniggio, la prima vedova, il secondo unico figlio ed erede del Benedetto Miniggio, dimoranti a Torino, ammessi al beneficio della gratuita clientela, rapportarono dal tribunale di circondario di Vercelli, previe conclusioni dell' ufficio del Pubblico Ministero, decreto in data 5 agosto 1861, col quale fu autorizzata la citazione per pubblici proclami, dei terzi possessori, di una casa sita in Vercelli, una volta propria di Francesco Pozzolo, debitore verso gli autori di essi Miniggio, sulla quale hanno diritto di provvedersi per via di subastazione; essendosi nella loro instanza dalli Miniggio indicati, per individui a citarsi, li seguenti, cioè:

1. Dottore Giuseppe Beltrame,
2. Maria Miglio e Gaspare coniugi Vignola,
3. Bovio Innocente,
4. Gili Carlo.

Vercelli, 15 gennaio 1862.

Ferraris sost. Mambretti.

FALLIMENTO

di Guaschi Giuseppe fondachiere, dimorante in Vercelli.

Il tribunale di circondario di Vercelli, ff. di quello di commercio, con sua sentenza del giorno d'oggi, dichiarò in istato di fallimento il fondachiere in questa città Guaschi Giuseppe, e dopo avere provveduto pel suggellamento di tutte le sostanze del fallito, nominò a sindaco provvisorio Persivalle Giuseppe fondachiere di detta città, e destinò a giudice commissario il signor Cavallo avv. Ottavio, giudice appo detto tribunale, nanti cui fissò monizione a tutti i creditori del nominato fallito per le ore 9 antim. del 5 prossimo febbraio, e nella sala delle pubbliche udienze del prefato tribunale, all'oggetto di addivenire alla nomina del sindaco definitivo.

Vercelli, 17 gennaio 1862.

N. Celasco segr.

SUBASTAZIONE.

Ad instanza della comunità di Caresana rappresentata dal sindaco locale sig. Conte Salvi, fu provocata avanti il tribunale del circondario di Vercelli la subasta della cascina Motta o Zerbaglie posta in territorio di Caresana, a pregiudicio delli signori Francesco Paggi di Vercelli e geometra Giovanni Maria Ceresa di Santià, che con atto 17 scorso dicembre veniva deliberata al signor avvocato Luigi Marchetti di Vercelli pel prezzo di L. 8080 quanto al primo lotto, e di L. 6900 quanto al secondo.

Michele Sincero fece l'aumento del mezzo sesto ai detti prezzi, ed in seguito a ciò si fissò pel giorno 31 corrente mese di gennaio il nuovo incanto e deliberamento della cascina medesima.

Nel nuovo bando del 3 corrente mese si veggono indicate le condizioni alle quali fu autorizzata la subasta.

Vercelli, 11 gennaio 1862.

Ferraris succ. Vergnasco proc. capo.

TORINO. TIP. GIUS. FAVALE E C.